

Madagascar (Catégorie 2)

Le gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimales pour l'élimination de la traite, mais il fait des efforts importants pour y parvenir. Le gouvernement a fait preuve d'efforts accrus par rapport à la période du rapport précédent ; par conséquent, Madagascar est resté dans la catégorie 2. Ces efforts comprennent la condamnation d'auteurs de traite pour la première fois depuis 2016, le financement du rapatriement de victimes de traite et l'augmentation du nombre de campagnes de sensibilisation à la traite des êtres humains. Le Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains a mis en place une nouvelle ligne téléphonique pour signaler la traite des êtres humains et dédié du personnel spécialisé pour recevoir les appels entrants. Le gouvernement, en partenariat avec une organisation internationale, a également créé un nouveau centre spécialisé pour les victimes de violence basée sur le genre, y compris les victimes de traite, à Antananarivo. Toutefois, le gouvernement n'a pas rempli les normes minimales dans plusieurs domaines clés. Le gouvernement a enquêté sur moins de cas de traite, a identifié moins de victimes et a fourni des soins de protection à beaucoup moins de victimes au cours de la période du rapport. Malgré des rapports continus de complicité présumée au cours de l'année, le gouvernement n'a tenu aucun fonctionnaire complice responsable et n'a pas enquêté sur les rapports de fonctionnaires facilitant la traite d'enfants à des fins sexuelles ou le rejet des affaires de traite. Les efforts déployés pour lutter contre les crimes de traite interne, notamment la servitude domestique, la mendicité forcée et la traite des enfants à des fins sexuelle, sont restés inadéquats.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES:

- Enquêter avec vigueur sur les infractions liées à la traite, poursuivre et condamner les auteurs de traite, y compris les fonctionnaires complices de crimes de traite interne.
- Condamner les auteurs de traite reconnus coupables à des peines adéquates, qui devraient comprendre des peines de prison importantes.
- Institutionnaliser la formation des fonctionnaires de première ligne sur les enquêtes et l'utilisation de procédures opérationnelles standard pour l'identification et l'orientation des victimes vers les services appropriés.
- Identifier systématiquement et de manière proactive les victimes de traite et les orienter vers les soins appropriés, en particulier les victimes de traite interne, y compris la servitude domestique, la mendicité forcée et la traite des enfants à des fins sexuelles.
- Modifier la loi anti-traite de 2014 pour faire en sorte que les peines prévues pour la traite des adultes à des fins sexuelles soient proportionnelles à celles prévues pour d'autres crimes graves, tels que le viol et/ou l'enlèvement.
- Finaliser, adopter et fournir un financement approprié pour la mise en œuvre d'un plan d'action national visant à stimuler les efforts nationaux de lutte contre toutes les formes de traite.
- Établir et mettre en œuvre une réglementation et une surveillance strictes des sociétés de recrutement et améliorer l'application de la loi, notamment en poursuivant

les personnes impliquées dans le recrutement frauduleux de main-d'œuvre.

- Renforcer la protection des travailleurs migrants en interdisant les frais de recrutement facturés aux travailleurs migrants et en exigeant des salaires minimums, une formation avant le départ, un contrat type mutuellement applicable, un mécanisme de plainte pour les travailleurs de retour et une liste noire publique des employeurs abusifs.
- Améliorer la coordination entre les forces de l'ordre et les procureurs/juges d'instruction, notamment en organisant régulièrement des conférences de cas et en instaurant des enquêtes à l'initiative des procureurs.
- Améliorer le système d'identification national, notamment une base de données et des dispositifs anti-fraude, afin de prévenir la traite d'enfants à des fins sexuelles par la délivrance de documents frauduleux.
- Utiliser l'outil national centralisé de collecte de données et de rapport sur la lutte contre la traite pour améliorer la collecte de données, en distinguant la traite des autres crimes, en incluant le nombre de victimes identifiées, les cas ayant fait l'objet d'une enquête et de poursuites et le nombre de condamnations.
- Accroître les efforts pour sensibiliser le public à toutes les formes de traite, y compris la traite interne.
- Collaborer avec les gouvernements des pays de destination pour protéger les travailleurs migrants Malagasy et traiter conjointement les cas d'abus, notamment par le biais d'accords bilatéraux de travail.

POURSUITE

Le gouvernement a fait preuve d'efforts mitigés dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le gouvernement a condamné des auteurs de traite pour la première fois depuis 2016, mais n'a pas répondu aux rapports faisant état de complicité officielle dans les crimes de traite, qui s'est poursuivie pendant la période du rapport. La loi n° 2014-040 a criminalisé la traite à des fins sexuelles et la traite dans le travail et prescrit des peines allant de deux à cinq ans d'emprisonnement et une amende d'un million à 10 millions d'ariary (MGA) (280 à 2 760 dollars) pour les délits impliquant une victime adulte, et de cinq à dix ans d'emprisonnement et une amende de deux millions à 20 millions MGA (550 à 5 510 dollars) pour ceux impliquant une victime enfant. Ces sanctions étaient suffisamment sévères. Pour les délits impliquant des enfants, en ce qui concerne la traite à des fins sexuelles, ces peines étaient proportionnelles à celles prévues pour d'autres crimes graves, tels que le viol ; cependant, les délits impliquant la traite d'adultes à des fins sexuelles n'étaient pas proportionnels à ceux prévus pour d'autres crimes graves.

Les statistiques nationales sur les poursuites et les condamnations restent difficiles à obtenir et à vérifier, et le gouvernement ne tient aucune base de données nationale sur les crimes de traite. Le gouvernement a déclaré avoir lancé des enquêtes sur la traite impliquant au moins 16 suspects possibles dans 16 affaires. À titre de comparaison, le gouvernement a enquêté sur au moins 74 suspects dans 34 affaires au cours de la période du rapport précédent. Le gouvernement a déclaré avoir engagé la poursuite dans une affaire, impliquant sept présumés auteurs de traite accusés d'avoir emmené

des femmes Malagasy en Chine à des fins d'exploitation, contre 56 présumés auteurs de traite dans 20 affaires en 2018. Le gouvernement n'a pas déclaré avoir engagé des poursuites dans d'autres affaires ayant fait l'objet d'une enquête ou fourni des informations sur les affaires en cours. Le Pôle Anti-Corruption (PAC) d'Antananarivo, dont le mandat inclut les affaires de traite à caractère transnational ou impliquant des réseaux criminels ou l'usage de documents frauduleux, a jugé l'affaire en Octobre 2019 et a condamné six des sept présumés auteurs de traite, contre zéro condamnation depuis 2016. Le PAC a condamné cinq auteurs de traite à cinq ans de prison et un auteur de traite à trois ans de prison. Les efforts déployés pour enquêter sur les crimes de traite interne, y compris la servitude domestique, la mendicité forcée et la traite d'enfants à des fins sexuelles, et à engager des poursuites, sont restés insuffisants par rapport à l'ampleur du problème, et les fonctionnaires ont souvent continué à confondre traite et trafic.

Le gouvernement n'a pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires complices de délits de traite ; cependant, la corruption et la complicité officielle dans les délits de traite sont restées des préoccupations importantes, inhibant l'application de la loi au cours de l'année. En outre, les procédures stipulant qu'un fonctionnaire ne peut être arrêté sans l'autorisation de son supérieur hiérarchique ont empêché de tenir les fonctionnaires complices responsables des crimes de traite. Des observateurs ont rapporté que certains responsables du gouvernement ont continué à aider des ressortissants Malagasy à obtenir des documents de voyage frauduleux pour contourner l'interdiction de sortie de 2013. Les observateurs ont également allégué qu'un réseau de fonctionnaires continuait à produire de faux documents d'identité utilisés pour faciliter la traite d'enfants à des fins sexuelles, en particulier dans les zones côtières comme Nosy Be ; cependant, le gouvernement n'a pas déclaré avoir ouvert une enquête sur ces allégations persistantes.

Le gouvernement a facilité et dirigé six formations dans six villes, financées par une organisation internationale, afin de former 60 agents d'application de la loi, gendarmes et juges sur la législation anti-traite. Le gouvernement a également facilité et dirigé une formation, financée par une organisation internationale, pour 50 nouvelles recrues de l'école de la police nationale à Antananarivo, qui comprenait une formation de base sur la traite des êtres humains.

Il s'agit d'une diminution globale en matières de formation, par rapport à la formation par le gouvernement de 264 fonctionnaires aux enquêtes centrées sur les victimes et sur le mécanisme national d'identification et d'orientation des victimes, avec l'aide d'organisations internationales, au cours de la période précédente. Malgré ces efforts de formation, le gouvernement n'a pas institutionnalisé la formation à la lutte contre la traite et certains policiers, agents de l'immigration, procureurs et juges n'ont toujours pas une compréhension claire de la traite, ce qui a entravé les efforts d'application de la loi et d'identification des victimes. La coordination et le partage d'informations entre le bureau du procureur et la police étaient inadéquats et continuaient à entraver la progression des affaires. En décembre 2019, le gouvernement, en partenariat avec une

organisation internationale, a approuvé un accord inter-agences entre le système judiciaire, la police nationale et la gendarmerie nationale afin d'établir un protocole pour une coordination efficace des affaires de traite ; cependant, les différentes agences n'ont pas signé l'accord et n'ont signalé aucune instance de sa mise en œuvre au cours de la période du rapport. Les juges ont parfois reçu des instructions de haut niveau pour libérer les délinquants sexuels accusés, dont certains pourraient être des auteurs de traite, qui étaient souvent, mais pas toujours, des citoyens étrangers. En raison de la longueur des procédures judiciaires et du manque de mise en œuvre des mesures de protection des victimes dans les procédures pénales, les victimes et les familles ont souvent choisi de régler les conflits, y compris les crimes de traite, par le biais de médiations familiales informelles au niveau local. Les victimes étaient souvent réticentes à porter plainte par crainte de représailles. Avec le soutien d'une organisation internationale, le gouvernement a accès depuis 2016 à un outil national centralisé de collecte de données et de rapports sur la lutte contre la traite ; toutefois, le gouvernement n'a jamais utilisé cet outil.

PROTECTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts de protection des victimes. En raison de l'inexistence de collecte de données coordonnée au niveau national, le gouvernement n'a pas communiqué de données complètes. Le gouvernement a déclaré avoir identifié au moins 111 victimes de traite au cours de la période du rapport, contre 85 victimes et 64 victimes potentielles identifiées au cours de la période du rapport précédent. Le gouvernement a financé les frais d'avion et les transports locaux pour aider au rapatriement de 68 femmes Malagasy du Koweït dans le cadre d'une initiative en cours, contre 177 victimes rapatriées au cours de la période du rapport précédent. Le gouvernement aurait fourni diverses formes d'assistance à au moins 103 victimes de la traite, soit une diminution par rapport aux 221 victimes aidées au cours de la période du rapport précédent. Les ONG et les organisations internationales ont déclaré avoir identifié et aidé au moins 1 808 victimes, en fournissant à diverses victimes des services de protection, notamment des soins médicaux, une aide à la réinsertion sociale et un hébergement à l'hôtel ; le gouvernement n'a pas fourni de financement ou de soutien en nature pour ces services.

Contrairement au rapport de l'année dernière, le gouvernement n'avait pas de procédures opérationnelles standard officielles pour identifier de manière proactive les victimes de traite et pour les orienter ensuite vers des soins qui étaient disséminés et mis en œuvre au niveau national ; au lieu de cela, il y avait différentes procédures qui variaient selon les ministères. Ces procédures ne comprenaient pas de méthodes de dépistage proactif des groupes vulnérables pour identifier les potentielles victimes de traite, ni de liste d'organisations d'assistance vers lesquelles les victimes devaient être orientées. En outre, le gouvernement n'a pas vulgarisé ces procédures et leur utilisation a été limitée en dehors d'Antananarivo. Le Ministère de la Population, en collaboration avec une organisation internationale, a continué à coordonner plus de 700 réseaux de protection de l'enfant à travers le pays afin de protéger les enfants contre diverses

formes d'abus et d'exploitation, ainsi que de garantir l'accès aux services médicaux et psychologiques pour les victimes de crimes, y compris la traite. Toutefois, en raison du manque de ressources, seuls quelque 400 réseaux de protection de l'enfant ont fourni une assistance de base par l'intermédiaire des hôpitaux et des centres de santé publics, et la plupart des réseaux ont orienté les victimes vers des organisations internationales et des ONG pour obtenir une assistance supplémentaire. Grâce à l'orientation des réseaux de protection de l'enfant, une organisation internationale a aidé 1 666 enfants (860 filles et 806 garçons), y compris des victimes d'exploitation sexuelle et des pires formes de travail des enfants qui ont présenté des cas de traite d'enfants.

Le Centre Mitsinjo, un centre d'accueil temporaire pour les victimes de traite adultes rapatriées, appartenant au gouvernement, a accueilli au moins 12 victimes pendant la période du rapport, avec le soutien d'une organisation internationale. Quatre hôpitaux publics disposaient de centres d'assistance aux victimes "à guichet unique" qui offraient une assistance aux enfants victimes de divers abus, y compris la traite à des fins sexuelles ; les centres d'aide à guichet unique, situés à Antananarivo, Toamasina, Mahajanga et Nosy Be, offraient aux victimes une assistance médicale, un soutien psychologique et un accès à la police et aux travailleurs sociaux, mais le gouvernement n'a pas indiqué combien de victimes ont reçu une assistance dans ces établissements. Le Ministère de la Population, en partenariat avec une organisation internationale, a continué à gérer un programme de placement en famille d'accueil pour les enfants exploités à Nosy Be ; le gouvernement n'a pas fourni de statistiques sur le nombre de familles d'accueil disponibles ou de bénéficiaires, contre 10 familles participantes accueillant 18 enfants au cours de la période précédente. Le gouvernement a continué de gérer et de financer le centre Manjary Soa à Antananarivo, qui a accueilli 35 enfants qui avaient été retirés de situations de travail forcé et de traite à des fins sexuelles. Ce centre offrait une formation professionnelle ou une réintégration dans le système scolaire public. La ville d'Antananarivo a continué à gérer un centre d'urgence pour les enfants victimes de crimes, y compris les victimes de servitude domestique et de mendicité forcée, qui étaient fréquemment envoyés par le Service de Police des Mœurs et de la Protection des Mineurs ; la ville, en partenariat avec une organisation internationale, a fourni de la nourriture, un logement, une aide psychologique et médicale, et des services éducatifs. En Novembre 2019, le gouvernement, en partenariat avec une organisation internationale, a créé à Antananarivo un nouveau centre spécialisé pour les victimes de violence basée sur le genre, y compris les victimes de traite. Le centre a fourni un soutien psychologique, des soins médicaux et une assistance juridique gratuits ; le gouvernement n'a pas indiqué le nombre de victimes de traite ayant bénéficié d'une assistance au cours de la période du rapport.

Le Ministère des Affaires Etrangères a systématiquement informé le Ministère de la Population lorsque des victimes étaient en cours de rapatriement ; à son tour, le Ministère de la Population a continué à contacter les victimes à leur retour et à leur proposer de l'aide, mais des rapports ont indiqué que certaines victimes étaient réticentes à travailler avec le gouvernement. La loi de 2014 sur la lutte contre la traite

des êtres humains exige des autorités qu'elles envisagent des alternatives légales pour les victimes étrangères de la traite qui pensent qu'elles pourraient être confrontées à des difficultés ou à des représailles si elles retournaient dans leur pays d'origine, mais le gouvernement n'a pas indiqué avoir fourni cette protection aux victimes au cours de la période du rapport. Il a été signalé occasionnellement que le gouvernement arrêtait ou punissait des victimes de traite pour des actes illégaux que les auteurs de traite les avaient obligées à commettre ; la police arrêtait parfois des filles mineures pour des crimes de prostitution sans procéder à un dépistage de la traite et gardait parfois temporairement des victimes potentielles de traite transnationale des travailleurs dans les commissariats de police faute d'autres solutions d'hébergement. Afin d'éviter les représailles de la part des auteurs de traite présumés, les procès pour traite pouvaient se tenir en privé ou à huis clos, dans l'intérêt de la confidentialité et du respect de la vie privée des victimes ou des témoins ; toutefois, le gouvernement n'a pas déclaré avoir agi de la sorte au cours de la période couverte par le rapport. Si la loi de 2014 sur la lutte contre la traite des êtres humains donne aux victimes le droit d'être dédommagées, pour la sixième année consécutive, le gouvernement n'a pas mis en œuvre cette disposition.

PRÉVENTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour prévenir la traite. Le Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains (BNLTEH), qui a dirigé les efforts nationaux du gouvernement en matière de lutte contre la traite, a reçu un budget dédié de 410,9 millions d'ariary (\$113.280) pour les dépenses administratives et 90 millions d'ariary (\$24.810) pour les programmes de lutte contre la traite pour 2020, une augmentation par rapport aux 370 millions d'ariary (\$102.010) pour les dépenses administratives et 90 millions d'ariary (\$24.810) pour les programmes de lutte contre la traite en 2019. Le plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains a expiré en 2019, et le gouvernement n'a pas alloué de fonds pour mettre en œuvre le plan d'action national au cours de la période du rapport. Le BNLTEH a commencé à rédiger une nouvelle politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains pour remplacer le plan d'action national expiré ; le projet de texte était en attente d'une revue finale par les membres du conseil d'administration du BNLTEH à la fin de la période du rapport. Le gouvernement a mené plusieurs campagnes de sensibilisation du public, contre zéro au cours de la période du rapport précédent. Le BNLTEH a organisé une conférence de sensibilisation destinée aux étudiants en droit à Antananarivo et s'est associé à une organisation internationale pour mettre au point une vidéo permanente sur les risques de la migration dangereuse et de traite de personnes qui a été diffusée en continu à l'aéroport international d'Ivato. Le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative, du Travail, de l'Emploi et des Lois Sociales a mené des campagnes de sensibilisation axées sur le travail domestique des enfants dans plusieurs zones à faibles revenus, notamment en formant 80 chefs de communauté à leur responsabilité de prévenir et de signaler les cas de travail domestique des enfants.

Le gouvernement a également collaboré avec une organisation internationale pour mener une campagne de sensibilisation sur le travail des enfants et le travail forcé dans la production de vanille. Le BNLTEH a mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour signaler la traite des êtres humains et dédié un personnel spécialisé pour recevoir les appels entrants ; toutefois, l'appel à la ligne d'assistance téléphonique n'est pas gratuit. Le gouvernement a déclaré avoir reçu cinq appels sur cette ligne au cours de la période du rapport; toutefois, ces appels n'étaient pas liés à la traite. En partenariat avec une organisation internationale, le gouvernement a continué à opérer une ligne verte nationale gratuite pour signaler les cas de maltraitance d'enfants. Le gouvernement a déclaré avoir identifié 27 cas d'exploitation d'enfants sur la ligne verte au cours de la période du rapport; cependant, le gouvernement n'a pas fourni de détails spécifiques liés à un éventuel cas de traite, alors que neuf cas de travail forcé d'enfants dans le service domestique et un cas de traite d'enfants à des fins sexuelles avaient été identifiés au cours de la période du rapport précédent. Comme pour la période précédente, le gouvernement n'a pas indiqué avoir fourni d'assistance aux victimes identifiées à travers la ligne verte.

L'interdiction de 2013 pour les travailleurs migrants de se rendre dans des pays non spécifiés que le gouvernement considère comme à haut risque est restée en vigueur. Cependant, des agences de recrutement illicites ont contourné l'interdiction en envoyant des travailleurs via les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, l'île Maurice et les Seychelles. Pour tenter de résoudre ce problème et d'identifier les agences impliquées dans le recrutement frauduleux, le gouvernement a continué à suspendre toutes les accréditations existantes pour les agences de placement et, par conséquent, à interdire le recrutement de travailleurs pour un emploi à l'étranger. Ces interdictions imposées aux travailleurs migrants ont continué à priver les Malagasy de moyens légaux de se rendre à l'étranger pour y travailler et donc d'accès aux mécanismes de protection disponibles dans le cadre de voyages autorisés, ce qui a par la suite accru leur vulnérabilité à la traite et au chantage. En Septembre 2019, le Ministère de la Sécurité Publique (MSP) a annoncé un contrôle plus strict des justificatifs de voyage des femmes Malagasy au départ de l'aéroport, dans un effort pour identifier et arrêter celles qui quittent le pays par des voies non réglementées vers des destinations interdites. Dans la pratique, cela a empêché les femmes de voyager librement et a réduit la compréhension de la police des frontières des indicateurs de traite qui impliquent plus que la destination prévue d'une personne et sa possession de documents de voyage. Les responsables du MSP ont par la suite clarifié et inversé cette politique. Le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales a continué à superviser le processus de déplacement des travailleurs migrants vers les pays non membres du Golfe en exigeant l'approbation des contrats par l'ambassade Malagasy concernée.

Le gouvernement n'a pas progressé dans l'effort visant à mettre en place un accord tripartite entre le gouvernement, les agences de placement et les centres de formation professionnelle. En Janvier 2020, les Ministères des Affaires Etrangères et du Travail

ont finalisé mais n'ont pas signé les accords bilatéraux de travail, développés au cours de la période du rapport précédent, avec les Comores, le Koweït, le Liban, l'Ile Maurice et l'Arabie Saoudite.

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour réduire la demande d'actes sexuels à des fins commerciales, y compris le tourisme sexuel impliquant des enfants. En 2019, le Ministère du Tourisme, en partenariat avec des organisations internationales, a contrôlé l'engagement des quelque 1 000 opérateurs touristiques dans 12 régions qui avaient précédemment adhéré au code de conduite du tourisme contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et le tourisme sexuel. Le ministère a effectué un nombre inconnu d'inspections de conformité dans les régions de Boeny et Diana pour s'assurer que les opérateurs adhéraient au code, contre 178 enquêtes de conformité en 2018. Le gouvernement n'a pas signalé si des opérateurs enfreignaient le code ou les mesures prises pour remédier à la non-conformité. Au cours de la période du rapport, 25 nouveaux opérateurs touristiques de la région de Diana ont signé le code. Le ministère a effectué des inspections dans les hôtels pour rappeler à ceux-ci leur obligation d'apposer dans leurs zones d'accueil des affiches faisant connaître l'interdiction de l'exploitation sexuelle des enfants ; le gouvernement a également maintenu des panneaux d'affichage similaires dans les aéroports pour avertir les touristes. Le Ministère du Tourisme, en partenariat avec des ONG, a continué à distribuer des brochures aux touristes pour leur rappeler que la traite d'enfants à des fins sexuelles était illégal. Toutefois, malgré la prévalence continue du tourisme sexuel, le gouvernement n'a signalé aucune poursuite ou condamnation pour tourisme sexuel, et les rapports de complicité officielle dans de tels crimes ont continué. Le gouvernement n'a pas dispensé de formation sur la lutte contre la traite des êtres humains aux diplomates.

PROFIL DE LA TRAITE

Comme signalé au cours des cinq dernières années, les auteurs de traite de personnes exploitent des victimes locales et étrangères à Madagascar, et des auteurs de traite exploitent des victimes Malagasy à l'étranger. Des auteurs de traite exploitent des enfants Malagasy, principalement des régions rurales et côtières et des familles pauvres des zones urbaines, dans la traite d'enfants à des fins sexuelles et du travail forcé dans le service domestique, l'exploitation minière, la pêche et l'agriculture dans tout le pays. La prévalence de la mendicité forcée des enfants a augmenté à Antananarivo ; des rapports indiquent que des auteurs de traite forcent des enfants, y compris des enfants handicapés, à travailler pendant de longues heures et dans des conditions dangereuses, souvent sur ordre de leurs parents. La plupart des cas de traite d'enfants à des fins sexuelles ont lieu dans les destinations touristiques, les villes, les régions productrices de vanille et autour des sites miniers formels et informels, avec la participation et l'encouragement des membres de la famille ; cependant, les opérateurs touristiques, les hôtels, les chauffeurs de taxi, les centres de massage et les adultes

locaux pratiquant le commerce du sexe facilitent également ce crime. Des auteurs de traite continuent d'exploiter des filles de 13 ans seulement dans le cadre du tourisme sexuel impliquant des enfants à Nosy Be et dans d'autres zones côtières. Des hommes Malagasy exploitent la majorité des victimes de traite d'enfants à des fins sexuelles. La majorité des étrangers pratiquant le tourisme sexuel impliquant les enfants sont des ressortissants Français et Italiens, et dans une moindre mesure, d'autres Occidentaux et des Comoriens. Des auteurs de traite recrutent frauduleusement des enfants pour les faire travailler à Antananarivo et à Mahajanga comme serveuses et masseuses avant de les exploiter dans le cadre de la traite d'enfants à des fins sexuelles. Des auteurs de traite continuent de profiter de pratiques traditionnelles de mariages arrangés, d'achat d'épouses et de marché aux filles pour exploiter des filles dans la traite d'enfants à des fins sexuelles.

Des fonctionnaires du gouvernement seraient complices de l'obtention de cartes d'identité nationales falsifiées qui facilitent la traite d'enfants à des fins sexuelles à Madagascar et le travail forcé des femmes Malagasy dans le travail domestique à l'étranger. Des rapports précédents indiquaient que la traite à des fins sexuelles impliquant les garçons devenait de plus en plus répandue. Le travail forcé persiste dans le contexte des "dinas", qui sont des arrangements informels pour payer ou répondre à des méfaits et un moyen de résoudre des conflits ou de payer des dettes ; ces arrangements persistent parce que les autorités n'appliquaient pas efficacement la loi.

De nombreuses femmes Malagasy sont employées comme domestiques en Chine, au Liban, au Koweït et en Arabie Saoudite, et les médias rapportent que des agences de placement informelles tentent toujours de contourner l'interdiction d'envoyer des travailleurs au Moyen-Orient en 2013 en les faisant passer par les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, l'île Maurice et les Seychelles en utilisant des visas de tourisme. Des auteurs de traite agissant comme agents dans des agences de recrutement de main-d'œuvre envoient des femmes Malagasy en Chine avec des cartes d'identité falsifiées, où elles sont exploitées dans le cadre du travail forcé ou vendues comme épouses. Des auteurs de traite et des employeurs peuvent exploiter les hommes Malagasy dans le cadre du travail forcé dans les secteurs des services et de la construction au Moyen-Orient et dans le service domestique en Chine. La suspension de l'accréditation des agences de placement a conduit les employeurs et les auteurs de traite à cibler de plus en plus les travailleurs migrants pour les faire chanter ou solliciter des pots-de-vin. Des rapports indiquent que des auteurs de traite et des employeurs exploitent les travailleurs Malagasy dans les États du Golfe en recourant à diverses formes d'abus, comme la violence physique, la rétention de salaire et la confiscation des passeports.